

Chapitre 9

Une stratégie d'intégration à l'économie mondiale : la promotion et la diversification des exportations

La volatilité des cours internationaux engendre, d'une part, permanemment une vulnérabilité de la croissance du revenu. Les produits primaires confrontés à des instabilités de prix internationaux affectent les recettes d'exportation de la Centrafrique. Patrick Guillaumont montre que ces facteurs confèrent une vulnérabilité structurelle à l'économie des pays les moins avancés avec des incidences sur la croissance économique. Ces dernières se manifestent davantage sur la productivité des facteurs que sur le rythme d'accumulation, mais une volonté politique d'ouverture (c'est-à-dire l'exigence de maintenir les incitations à produire pour le paysan dans un contexte de risque de prix exogènes) et le soutien de l'aide internationale sont stabilisants et tendent à réduire significativement l'impact des chocs extérieurs.

D'autre part, une manière d'atténuer l'impact de ces instabilités sur le bien-être peut consister en la diversification des sources de revenus. La diversification des produits à l'exportation offre une opportunité aux agents économiques de diversifier leurs revenus, car la diversification des activités agricoles et l'adoption du changement technologique sont une dimension de la gestion des risques et de réduction de la pauvreté contribuant ainsi à une plus grande équité et distribution des revenus.

Cette stratégie devrait s'inscrire dans le processus de la mondialisation, elle peut se faire sous forme de contrats ou de création des zones franches (agropastorales et industrielles). Cette stratégie d'ouverture vers l'extérieur pourra engendrer une forte croissance des exportations, basée sur la spécialisation internationale dans la branche d'activité agropastorale sans oublier le rôle primordial des capitaux étrangers et des transferts de technologie. Le but recherché étant d'une part, d'améliorer la compétitivité des produits nationaux, et d'autre part, de se procurer des devises en quantité suffisante afin de moderniser l'industrie et de consolider les bons résultats économiques.

La Centrafrique doit mettre l'accent sur l'avantage comparatif qu'elle possède en terre abondante, fertile et bon marché ; ceci couplé avec des bas niveaux de salaires dans les campagnes. Jusqu'à ce jour, il ne semble pas exister à l'heure actuelle des entrepreneurs centrafricains disposant à la fois des capitaux et des connaissances techniques prêt à investir dans des complexes agro-industriels. Elle peut dans un premier temps importer les ressources dont elles ne disposent pas (appliquer une politique d'immigration pouvant combler le manque de ressources humaines), celles-ci vont lui permettre de former et d'initier les entrepreneurs locaux.

Elle doit chercher également à concilier la croissance de la branche agropastorale à forte intensité de main-d'œuvre tirée par les exportations à la modernisation des secteurs clés à forte intensité capitalistique, telle que l'énergie, les biens d'investissement, les biens de base et de production, etc. Ces secteurs à forte intensité capitalistique permettront à la Centrafrique de bénéficier des économies d'échelle. Le commerce extérieur devra donc constituer un important facteur de mutation structurelle de l'économie centrafricaine.

La mise en valeur de ce potentiel dépend de l'investissement : l'élément essentiel dont la RCA ne dispose pas. Pour réaliser un tel type de développement basé sur les exportations, le préalable est bien sûr la prise d'une décision politique, une prise de mesures attractives envers les investisseurs potentiels, le tout devancé par un gros effort de promotion. Et l'un des principaux dispositifs visant à inciter les exportations consisterait également à laisser aux opérateurs économiques étrangers de disposer d'une partie de leurs gains en devises.

La règle du jeu : investir et exporter

L'idée de développement par les exportations n'est pas nouvelle : « les exportations de produits de base (miniers ou agricoles) suscitent des opportunités nouvelles d'investissement, qui déboucheront sur un processus de diversification des exportations, et des effets de diffusion dans d'autres secteurs, ces effets étant provoqués par le savoir-faire et les surplus financiers tirés des exportations ».¹

Si la diversification et la diffusion n'ont pas lieu, la dépendance envers les produits d'exportation conduit inéluctablement à la stagnation : les exportateurs consacreront leurs ressources vers le secteur d'exportation et fuiront les opportunités de développement du marché intérieur, l'économie se trouve alors enfermer dans une trappe.

Au XIXe siècle, les pays occidentaux se sont développés au moyen de l'exportation des produits primaires, ce fut le cas de l'Australie, du Canada et des États-Unis. Or dans ces trois pays, c'est le développement du marché intérieur qui avant, pendant ou après est entré en phase avec l'essor de l'industrie entraînant ainsi le développement des exportations. Même le développement des pays

asiatiques par les exportations a pris son départ en s'appuyant sur la consommation intérieure, elle-même stimulée par des productions domestiques (agriculture, transformations des produits de base, outillage, biens de consommation).

Pendant ce même siècle, les échecs du développement par les exportations de l'Égypte, du Costa Rica et du Chili sont flagrants.

Entre 1840 et 1880, le Costa Rica a atteint un niveau de vie parmi les plus élevés du monde au moyen des revenus d'exportation du café, revenus répartis au profit du plus grand nombre. Lors de la crise de 1929, le manque de ressources disponibles et l'étroitesse du marché intérieur ont bloqué le développement de l'import substitution.

Au Chili, jusqu'en 1880, le développement du pays s'est appuyé sur les produits agricoles, notamment le blé, assurés par des grands propriétaires terriens. L'exportation de nitrates, contrôlée par des étrangers, a pris le relais de l'agriculture mais se transforma en enclave. L'industrie locale n'a joué qu'un rôle marginal parce que personne n'y trouve son compte, son développement ne concerne que la consommation des travailleurs urbains. L'idée de développement intérieur par un large programme de travaux intensifs en main-d'œuvre (tels que les travaux publics, les routes, les chemins de fer, l'éducation) qui aurait pu conduire à une hausse des revenus et de la demande intérieure, rencontra l'opposition de la haute bourgeoisie chilienne.

En Égypte, le développement des exportations échoue, à peu près à la même époque, parce que le capital étranger ne s'intéresse qu'à ce secteur et que les efforts de la petite bourgeoisie pour développer le marché interne sont vains ou contrariés.

De ces trois exemples, les marchés locaux ont été occultés par les marchés extérieurs, ce fut donc la demande extérieure de ces pays qui modéla et rythma leur développement intérieur et non la demande interne. Il n'y a pas eu intégration du secteur des exportations parce que la dynamique interne qui aurait permis cette intégration fut inexistante, insuffisante ou contraire aux intérêts dominants.

Il est peu probable que la croissance pourrait être tirée en Centrafrique par les exportations. Même si c'était le cas, on peut présumer que cette croissance pour être durable, exigerait un développement suffisant du marché.² L'essor du marché intérieur exige un développement de l'économie urbaine et rurale en faisant jouer une dynamique double : synergie entre les grappes d'activités créant des services de proximité et synergie entre villes et campagnes.

Les investissements privés étrangers ne s'orienteront pas rapidement en priorité vers la RCA, parce qu'il y a des pays où il existe des potentiels industriels élevés, c'est-à-dire une main d'œuvre instruite et compétente ou un marché dynamique. Les délocalisations pratiquées par les firmes multinationales sont d'ailleurs très loin de s'effectuer vers la RCA, pour cause de son éloignement des débouchés

maritimes, du manque de main-d'œuvre qualifiée et de l'étroitesse du marché intérieur.

La création des zones franches : une incitation à l'investissement extérieur

Malgré son potentiel tempéré par son enclavement géographique, la Centrafrique est dans une situation délicate. Les freins, les blocages sont nombreux et l'héritage est lourd. Cependant, la mise en œuvre volontariste de politiques tant économiques et sociales rigoureuses, pourront permettre au pays de trouver la voie de développement. Ces politiques demandent des moyens financiers, humains et technologiques dont la République Centrafricaine ne dispose pas à l'heure actuelle, l'investissement étranger ou l'aide de la communauté internationale est sollicitée. Faute de consentir cet effort, effort financier et effort d'imagination, il n'y aura ni fruits ni développement.

Le plaidoyer à l'investissement étranger sera le maître mot de cette politique. Le commerce extérieur sera donc associé à l'acquisition technologique. Cette politique se traduira par la prise d'une série des mesures concrètes : création des zones franches agropastorales et industrielles. Ces zones franches auront pour vocation de constituer des laboratoires d'apprentissage des techniques de gestion étrangère. Les entreprises installées dans ces zones franches bénéficieront d'avantages fiscaux et juridiques. Elles feront partie d'un espace ouvert aux opérations internationales. Elles s'inscrivent dans la stratégie d'économie tournée vers l'extérieur et insérée dans la division internationale du travail par l'extension des opérations de sous-traitance, de transformation des produits primaires et d'accélération des industries à forte intensité de main d'œuvre. L'entrée des capitaux étrangers augmentera grâce aux mesures préférentielles suivantes :

- encourager des hommes d'affaires étrangers à investir dans les entreprises et d'ouvrages d'envergure et de haute technologie en ouvrant d'avantage le marché intérieur ;
- améliorer la qualité des produits exportables en coopérant avec les établissements de recherche, de production et de contrôle ;
- développer la législation touchant au commerce extérieur et aux échanges internationaux ;
- abaisser les taxes douanières sur les produits d'importations ;
- améliorer la transparence du marché intérieur, élargir les possibilités d'investissement sur tout le territoire national et offrir une part croissante de marché intérieur aux concurrents étrangers.

Ainsi pour mieux appréhender le niveau maximal d'investissement souhaitable que peut supporter un niveau d'exportation donné, nous allons utiliser le multiplicateur et l'équilibre du commerce extérieur³ :

$$\begin{aligned}
 Y &= C + I + (X - M) \text{ avec } DBC = X - M : \text{ la balance commerciale} \\
 C &= C_0 + cY, \quad 0 \leq c \leq 1, \text{ la consommation est une fonction affine du PIB et} \\
 c &= \frac{dY}{dC} \text{ la propension marginale à consommer, } C_0 \text{ la consommation}
 \end{aligned}$$

incompressible.

En faisant l'hypothèse que $M = M_0 + mY$, $0 \leq m \leq 1$, c'est-à-dire que l'importation est une fonction affine du PIB et que $m = \frac{dY}{dM}$ est la propension

moyenne à importer du pays, les exportations X et les investissements I sont donnés, on peut poser le système d'équation suivant :

$$\begin{cases} Y = C + I + X - M \\ C = C_0 + cY \\ \Delta BC = X - M = X - mY - M_0 \end{cases} \Leftrightarrow \begin{cases} Y - C - \Delta BC = I \\ -cY + C = C_0 \\ mY + \Delta BC = X - M_0 \end{cases}$$

L'hypothèse suivante peut s'écrire matriciellement :

$$\begin{pmatrix} 1 & -1 & -1 \\ -c & 1 & 0 \\ m & 0 & 1 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} Y \\ C \\ \Delta BC \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} I \\ C_0 \\ X - M_0 \end{pmatrix}$$

que l'on peut écrire comme suit :

$$\begin{pmatrix} Y \\ C \\ \Delta BC \end{pmatrix} = \frac{1}{1-c+m} \begin{pmatrix} 1 & 1 & 1 \\ c & 1+m & c \\ -m & -m & 1-c \end{pmatrix} \begin{pmatrix} I \\ C_0 \\ X - M_0 \end{pmatrix}$$

on en déduit que : $dY = \frac{1}{1-c+m} [dI + dX]$ et l'on constate qu'une variation du montant des exportations X a le même effet sur le niveau du revenu qu'une variation des investissements I. En fait, une politique économique qui s'appuie sur un accroissement des investissements qui n'implique pas un accroissement des exportations (par exemple, une politique d'accroissement des investissements publics d'équipements collectifs) peut conduire à un déficit du commerce extérieur, c'est-à-dire :

$$\Delta BC = \frac{1}{s+m} [-m(I + C_0) + s(X - M)] \text{ ou } s = 1 - c$$

d'où l'on déduit : $DBC \leq 0 \Leftrightarrow I \leq \frac{s}{m}(X - M_0) - C_0$

Pour assurer la relance du marché intérieur et l'intégration progressive des différentes filières et secteurs de l'économie, il faut atteindre un niveau d'exportation capable de soutenir une croissance du produit intérieur. L'intégration progressive du marché intérieur permettra en retour de renforcer l'effet d'entraînement des exportations.

Pour que la croissance des exportations entraîne celle de l'économie à un taux de 5 pour cent, qui conduit à un taux de croissance de 2 pour cent du produit par tête, il faudrait réaliser (en supposant que l'élasticité du PIB aux exportations soit égale à un) une croissance réelle des exportations de 5 pour cent l'an au minimum. Soit que l'investissement doit avoir un taux de croissance réel inférieur ou égal à celle de l'exportation.

Le pilier de la stratégie : diversification et promotion des exportations

La politique d'ouverture a deux objectifs : attirer des capitaux étrangers et promouvoir les échanges extérieurs afin d'accélérer la croissance et la modernisation. Le second maître mot de la stratégie d'ouverture de la Centrafrique, est d'exporter. Car elle est contrainte d'exporter pour financer ses importations au risque de piller ou de brader ses ressources naturelles.

Compte tenu des énormes potentialités du pays, il est sans aucun doute possible d'accroître la contribution des secteurs agropastoraux et de l'industrie à la richesse nationale. Outre leur impact positif sur la balance commerciale, le développement des cultures d'exportation permettrait d'assurer un complément de revenu aux populations rurales.

Étant donné l'avantage comparatif dont dispose la RCA dans la production agropastorale, l'action à entreprendre, devrait s'efforcer, en premier lieu, de renforcer le potentiel existant par la mise en place des complexes agro-industriels pour l'exploitation du café, du coton et du tabac. Les mesures à prendre doivent viser à assurer un prix rémunérateur aux producteurs, à accroître la productivité, à améliorer la qualité des produits et à contribuer au rétablissement progressif de l'équilibre d'exploitation des filières.

La diversification des productions et des exportations est nécessaire à un développement harmonieux de l'agriculture centrafricaine. Selon des études d'identification réalisées par la FAO, des possibilités existent néanmoins en Centrafrique d'élargir l'agriculture en un certain nombre de cultures, il s'agit de :

- sériciculture : soie et soie d'araignée à travers la production biogénétique ;
- cultures fruitières : kolatier, mangue, papaye, agrume, mangoustan, grenadille ;
- cultures de la gomme arabique, du *jojoba* ;
- production du miel, de la cire ;
- culture maraîchère : cultures de contre saison ;

- culture des épices : piment, poivrier, gingembre ;
- culture des plantes médicinales, cosmétiques et à huiles : le ricin ;
- culture des plantes à parfum : giroflier, vanillier, ylang-ylang.

Ces cultures pourront servir de base à l'agro-industrie, parce que la plupart de ces productions nécessitent une transformation avant la commercialisation. L'avantage de la RCA à développer l'exportation de ces types de produits, est qu'il s'agit pour certains des produits non pondéreux qui peuvent supporter des coûts de transports élevés et pour lesquels certainement la Centrafrique dispose d'un avantage comparatif.

Promotion de la sériciculture

L'éducation du ver à soie était pratiquée en Chine depuis la plus haute Antiquité. De là, elle se transmet en Inde, puis au Moyen-Orient. La sériciculture consiste à faciliter et à contrôler le développement du bombyx, depuis l'éclosion de l'œuf jusqu'au moment où la chenille a fini de tisser son cocon. Pour cela, deux activités potentielles sont nécessaires : se procurer une grande quantité de feuilles de mûrier blanc, la nourriture préférée du ver à soie ; et disposer d'un local suffisamment chaud et aéré afin que les diverses mues de l'insecte se passent dans les meilleures conditions. La sériciculture nécessite d'abord de disposer d'une plantation de mûrier et de local aéré et chaud pour développer les vers à soie. Son avantage est qu'elle associe à la fois plusieurs activités telles que : l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et le bâtiment.

La sériciculture présente donc un avantage certes dans la culture de mûrier, qui est une activité sylvicole donc de reboisement, peut également stimuler les activités piscicoles ; et elle détient également un avantage économique dans la construction des locaux nécessaires au développement des larves. Elle pourra stimuler la production de la branche Bâtiments et Travaux Publics qui va engendrer à son tour l'augmentation de la demande globale activant ainsi en conséquence une croissance générale de l'économie nationale.

Production de la soie d'araignée à base de mouton ou de tabac transgénique

Peut-on imaginer un polymère qui aurait la résistance d'un fil d'acier et qui serait en même temps deux fois plus élastique que le nylon ? Les applications d'un polymère artificiel ayant de telles propriétés seraient innombrables: médecine, bâtiment, habillement, sport, industrie automobile.

Ce polymère, impossible à fabriquer par l'homme jusqu'à présent, existe cependant à l'état naturel : c'est le fil de soie produit par l'araignée. Il suscite depuis longtemps les convoitises. Cinq fois plus résistant que l'acier, beaucoup plus extensible que le Nylon, le fil de soie est totalement biodégradable. En

outre, ces fils présentent une élasticité qui fait défaut aux fibres synthétiques. Et aucune fibre ne peut se targuer d'avoir les mêmes propriétés. « C'est incroyable qu'un si petit animal parvienne à fabriquer un matériau si résistant qu'il arrête un insecte volant à 30 kilomètres à l'heure sans se casser, un faisceau de filaments de ce type, torsadés pour former un câble de la taille de votre doigt, aurait une résistance suffisante pour arrêter un avion en plein vol ou une balle ». s'étonne le Chercheur Jeffrey Turner, et affirme également que « Les protections balistiques actuelles sont extrêmement lourdes et peu flexibles, car elles contiennent des plaques en céramique. Grâce à la soie d'araignée synthétique, nous espérons pouvoir supprimer ces plaques et fabriquer un gilet qui serait beaucoup plus souple, plus confortable à porter, mais qui aurait les mêmes performances en matière d'arrêt des balles ».

La soie d'araignée est une microfibre naturelle biodégradable, plus mince qu'un cheveu (diamètre inférieur à 1/10 de celui d'un cheveu humain), mais qui serait trois à cinq fois plus résistante que l'acier et plus élastique que le Kevlar, un matériau breveté utilisé dans la fabrication des gilets pare-balles et des canots. Les propriétés étonnantes de la soie d'araignée sont connues de longue date. Pendant plusieurs siècles, diverses civilisations ont tenté de reproduire ces propriétés. Les Grecs anciens utilisaient la soie d'araignée pour la fermeture de plaies alors que les aborigènes de l'Australie en faisaient des lignes de pêche. Plus récemment, la soie d'araignée a servi à la fabrication de réticules pour nombre d'instruments optiques, notamment des microscopes, des télescopes et des systèmes de visée optique, du fait qu'un seul brin de soie d'araignée est plus fin que tous les autres matériaux utilisables, peut aussi être utilisée dans la fabrication des produits cosmétiques, la haute couture et la médecine (ligaments de rechange, des valves cardiaques, des veines artificielles, des implants chirurgicaux, la microchirurgie de l'œil ou des réseaux nerveux, prothèses osseuses), des fils de suture, des câbles optiques et des lignes de pêche.

En effet des chercheurs tentent d'imiter la soie d'araignée pour concevoir des matériaux d'une extrême légèreté mais suffisamment résistants pour résister à des contraintes de force précises : des gilets pare-balles plus légers et plus confortables que ceux en Kevlar actuellement utilisés par la police militaire. Ceux-ci ont d'abord pensé faire des élevages d'araignées afin de récupérer leur soie. Mais le projet a échoué à cause de l'instinct territorial et carnivore de l'araignée. L'animal n'est pas très sociable et dévore ses voisines tisseuses. Il n'est pas possible d'élever les araignées comme on le fait avec les vers à soie.

Une méthode perfectionnée réalisée par des entreprises canadienne, allemande et suisse, est le recours à des chèvres transgéniques dotées d'un gène responsable de la production de la protéine de soie de l'araignée (la fibroïne). Ces chèvres produisent du lait renfermant la protéine de soie, qui, une fois isolée et purifiée, est filée en fibre brevetée.

Pourquoi des chèvres ? La raison est simple : la lignée spéciale de chèvres a une reproduction et une lactation plus précoces que tout autre animal laitier, par

exemple la vache. Ces deux avantages permettent d'accroître la taille du troupeau plus rapidement et d'entreprendre plutôt la production de protéines. Il est possible d'accroître le nombre de chèvres transgéniques pour produire davantage de protéines qu'on le pourrait avec un système de culture cellulaire. Dans certains cas, les systèmes de culture cellulaire sont incapables de produire la protéine visée en quantités significatives alors que les animaux transgéniques produisent de grandes quantités de protéines.

Un laboratoire canadien (québécois) a sélectionné une lignée de chèvres naines d'Afrique qui, de façon naturelle, ont une reproduction et une lactation précoces, a introduit le gène de synthèse de protéines de soie d'araignée dans le génome de deux boucs nains africains.

Cette expérience fait suite à la découverte du gène de la soie d'araignée (la fibroïne) par des chercheurs de l'université du Wyoming. Celle-ci a été produite en quantités infimes dans des cellules en culture puis en quantités plus importantes dans le lait de souris ayant reçu le gène (20 à 30 milligrammes de protéine par millilitre de lait). Ils ont ensuite procédé de même avec les boucs.

Dans cette étable québécoise, 150 chèvres et une poignée de brebis sont maintenues en bonne santé par cinq assistants. Elles produisent de la protéine de soie d'araignée dans leurs glandes mammaires. Pour Jeff Turner, la chèvre est l'animal le mieux approprié : les chèvres sont très intéressantes, car elles combinent la faculté de produire une descendance rapidement et de donner du lait en grande quantité. C'est donc une situation très avantageuse. Les vaches produisent une grande quantité de lait, mais les périodes de croissance sont très longues. Il faut beaucoup de temps pour passer du veau au lait. Un litre de lait contient environ 20 grammes de protéine de soie d'araignée. Après filtration, le lait reste propre à la consommation. Après son isolement et sa purification, la protéine est filée pour obtenir des fils de soie appelés bioacier.

Une autre option consiste à utiliser les biotechnologies pour transformer des plantes en usines de fabrication de protéines de soie d'araignée. Des chercheurs canadiens ont réussi à introduire des gènes d'araignée dans des plants de tabac mâles stériles en vue de produire de grandes quantités de protéines de soie. Le tabac est une plante qui a été étudiée pendant de nombreuses années et qui est à la base d'un système de culture en plein champ utilisé en « agriculture moléculaire ». Les chercheurs ont validé ce concept en produisant de petites quantités de protéines de soie d'araignée dans les feuilles de tabac.

Dans une serre de l'institut de phytogénétique et de recherches botaniques de Gatersleben, près de Magdeburg (Allemagne), on cultive en effet du tabac à soie d'araignée. Le tabac, plante favorite des généticiens, incorpore très facilement un matériau génétique étranger, pousse et se reproduit rapidement. Mais il peut produire seulement quelques millièmes de gramme de protéine de fil d'araignée. Les chercheurs envisagent donc de passer bientôt au soja ou à des pois.

Les matières non traditionnelles, comme la soie d'araignée, sont précieuses et devraient être produites à grande échelle par le secteur agricole pour répondre aux besoins des applications industrielles. Cette recherche offre donc une occasion au secteur agricole de jouer un rôle clé dans la création d'une nouvelle industrie de biofibres de pointe. La course pour la soie d'araignée a débuté au niveau mondial. Mais à ce jour, l'araignée reste la seule créature capable d'utiliser le matériau miracle.

Investir dans ce secteur permet à la RCA de privilégier un secteur porteur d'avenir (engagement dans la production des produits progressifs) sans supprimer pour autant les secteurs en régression relative (coton, café, tabac), c'est-à-dire que ce secteur dynamique à forte croissance représentera une part croissante du revenu, stimulera la recherche et le développement, chatouillera en permanence le secteur agricole qui engendrera une augmentation rapide de l'offre globale dopant ainsi l'économie par une forte amélioration de la rentabilité du capital.

Promotion de la gomme arabique

La gomme arabique (ou samr arabi en arabe), doit son nom à sa provenance de certains acacias d'Arabie. Des sources rapportent qu'elle serait originaire du Soudan. C'est de ce pays qu'elle était exportée vers les pays arabes, d'où son nom de gomme arabique. Les Égyptiens la connaissaient sous le nom de kami et l'auraient utilisée dès la troisième dynastie (2650 av J.C) pour assurer la cohésion des bandages de momies. Cette gomme aurait aussi pu servir à la fixation des pigments des peintures hiéroglyphiques. Le commerce de la gomme remonterait à près de 20 siècles. On rapporte qu'au Moyen-Âge, elle était entreposée dans des ports turcs avant son expédition vers l'Europe. Cela lui vaudra à un certain moment le nom de gomme turque.

Près de 900 espèces d'acacias sont susceptibles de fournir la gomme arabique, réparties avant tout dans la ceinture tropicale du globe. La plus grande production s'est très vite concentrée en Afrique, lui valant son autre nom de gomme Sénégal qui est une plante de la famille des léguminosae (définition du Comité mixte OMS-FAO 1999), sécrétion de divers acacias (légumineuses). Environ 80 pour cent de la production provient de l'Acacia Sénégal (au Soudan), le reste se partage par moitié entre l'Acacia laetia et l'Acacia seyal. La gomme s'écoule naturellement par des blessures de l'écorce des arbres ; en augmentant le nombre de celles-ci par action de la main de l'homme, on peut facilement augmenter le rendement. La production peut toutefois être très variable suivant les arbres, de 20 g à 2 000 g par individu; elle est en moyenne de 250 g par arbre.

Facilement soluble dans l'eau, la gomme arabique s'y disperse facilement, donnant un effet épaississant ou gélifiant. Ces caractéristiques lui confèrent plusieurs usages. La gomme est utilisée dans l'industrie pharmaceutique

(pastilles, dragées, sirops, comprimés), dans l'industrie cosmétique (parfums, fards, savons liquides), dans l'industrie textile, en imprimerie comme encres et dans l'industrie alimentaire (aliments de régime, brasseries, boulangerie, chewing-gum et autres produits de confiserie). Bien connue pour le collage des étiquettes, des enveloppes ou des timbres, la gomme arabique a aujourd'hui bien d'autres emplois, dont alimentaires. Dans le domaine des peintures, toutes les gouaches et aquarelles classiques ont pour liant une solution aqueuse à concentration élevée de gomme arabique. C'est aussi le meilleur fixatif pour les pastels gras ou maigres.

L'on s'en sert également comme bois de chauffe au même titre que les autres plantes ; mais, elle est particulièrement appréciée pour la qualité de son charbon. Son bois, très solide, entre dans la fabrication des manches d'outils de travail. Certains tissus comme le basin sont amidonnés de gomme. Dans les constructions, on se sert parfois des débris de gomme, additionnés à de la terre, pour le crépissage des murs en terre. La gomme est également utilisée dans des cérémonies rituelles où elle est associée à de l'encens et brûlée.

Dans la pharmacopée, l'écorce de la gomme, en décoction, traite certaines dermatoses, des blessures, la dysenterie et la constipation. Son tanin sert également au tannage des peaux. La variété l'Acacia Sénégal est utilisée pour la fabrication de l'encre dont se servent les élèves de l'enseignement coranique pour écrire sur leurs tablettes.

Sur le plan de la pédologie, la gomme aide à la stabilisation des sols pauvres. Elle fixe l'azote de l'air et elle est un engrais naturel. Elle favorise une meilleure production culturale. Ses feuilles servent également de fourrage pour les animaux.

Une plante peu exigeante et une source de revenus substantiels pour les pauvres. La gomme présente donc plusieurs atouts. Elle a de faibles exigences écologiques (forte capacité d'adaptation à un climat aride) et elle aide à la régénération des sols. Tout en apportant des réponses aux préoccupations environnementales du pays, elle joue un rôle économique important.

Dans le cadre de la politique forestière ou du reboisement, le gouvernement centrafricain peut promouvoir la culture de la gomme arabique comme politique de lutte contre la désertification et constituer une véritable source financière pour les paysans exploitants, car elle a bien des perspectives importantes en termes de réduction de la pauvreté et est une chance pour les plus pauvres. Les gains financiers sont fonction d'une bonne organisation de la filière, une organisation qui soit à même de garantir des normes de qualité pour de meilleurs prix parce que la demande mondiale est de plus en plus croissante.

Pour promouvoir cette culture, il paraît essentiel pour les décideurs centrafricains d'observer quelques mesures suivantes : susciter l'adhésion des populations rurales à la valorisation de la filière gomme arabique en pratiquant notamment des prix d'achat incitatifs auprès des collecteurs et producteurs ; soutenir l'action des principaux bailleurs de fonds pour la prospérité et la pérennisation

de la filière gomme arabique ; organiser les différents acteurs de la filière en vue de leur professionnalisation ; contribuer à la modernisation constante des systèmes d'exploitation, de production et de conditionnement de la gomme en vue de répondre aux normes de qualité requises ; développer des circuits commerciaux avec des utilisateurs, des transformateurs ; optimiser les avantages économiques et écologiques liés à l'exploitation de la gomme arabique ; entretenir des relations de partenariat avec des structures locales ou étrangères intéressées ; lutter contre la désertification par le reboisement et réduire la pauvreté en milieu rural par le rachat des producteurs.

La promotion de l'exploitation de la gomme arabique exige donc la mise en place de cinq composantes qui sont : la composante appui aux exportateurs, la composante professionnalisation de la filière, la composante pérennisation de la gommerie, la composante recherche et la composante appui au fonctionnement de l'unité de gestion.

Promotion du jojoba

L'un des tous premiers écrits à mentionner le *Jojoba* est le journal du père Junipéro Serra, c'était au XVIII^e siècle en 1769. En 1789, c'est au tour du père jésuite Clavijero de publier la « *Storia della California* ». Dans ce livre est mentionnée l'utilisation du *Jojoba* par les Indiens. Les noix leur servaient de nourriture tandis que l'huile servait pour l'alimentation. Cette huile est utilisée comme remède pour cicatriser les blessures, pour protéger la peau et les cheveux contre la sécheresse du désert (déshydratation).

La culture du *Jojoba* fut d'abord développée en Californie où fut créée une coopérative distribuant ses graines à ses adhérents. Ce sont les américains qui firent le plus de tests sur l'huile de *Jojoba* portant un intérêt à sa texture particulière. Cela a permis à deux chercheurs de l'université d'Arizona, Foster et Greene, d'établir un parallèle entre les constantes physico-chimiques de l'huile de *Jojoba* et le blanc de baleine. Étude étant la bienvenue qu'en 1971 les États-Unis interdissent l'extermination des baleines. Le *Jojoba* connut alors un grand boom.

En 1977, le célèbre élève Khairi du professeur Yermanos parvint à faire pousser le *Jojoba* dans les zones arides d'Afrique. Enfin en 1982, l'huile de *Jojoba* obtient même un soutien de la part du gouvernement du Soudan et des Nations Unies. Ils se réunirent lors d'une conférence pour favoriser la culture du *Jojoba* qui donne non seulement une huile très intéressante mais qui protège également les sols.

Le nom indien du *Jojoba* est « Hohowi » qui est ensuite devenu *Jojoba* en espagnol. C'est un arbuste épais et touffu. Les branches les plus basses sont les plus développées et forment généralement ainsi une demi-sphère. Pendant la croissance, les branches les plus basses, donc les plus jeunes, disparaissent avec l'ombre produite par la plante. Elle peut atteindre 5 mètres de hauteur. C'est une plante à racine pivotante ; cette racine principale assure l'ancrage et le stockage des réserves de la plante.

Ce système racinaire du *Jojoba* maintient une stabilisation des sols et freine la croissance des déserts dans le monde. Il est également résistant face à des conditions de grande sécheresse, à tel point que cette dernière peut résister un an et demi sans apport d'eau.

Les feuilles sont de forme ovale, coriaces et velues sur les deux faces. Les jeunes feuilles sont d'un vert doux ou gris puis deviennent jaune verdâtre. Le *Jojoba* est une espèce dioïque, c'est-à-dire que les fleurs mâles et femelles apparaissent sur des pieds séparés. Il y a autant de pieds mâles que de pieds femelles.

Les fleurs femelles sont isolées de couleur vert pâle. Les fleurs mâles sont jaunes, petites et disposées en grappe de capitules. La floraison débute en mars-avril. Le fruit est une capsule et se développe en juillet-août.

L'arbuste étant brouté par les cerfs, chèvres et moutons, les bergers l'ont dénommé « noix de brebis ». Dans le désert de Sonora, le *Jojoba* vit en symbiose avec une petite souris *Perognatus baileyi*. Elle se nourrit de graines, creuse des terriers et facilitant ainsi la pénétration de l'eau dans le sol et les graines isolées peuvent alors germer.

Le nom latin du *Jojoba* est *Simmondsia*. Il appartient à la famille des *Simmondsiaceae* et à l'ordre des *Euphorbiales*. Les facteurs influant sur la culture du *Jojoba* sont :

- la température : les seuils critiques de température sont compris entre -5°C et + 50°C. Le *Jojoba* tolère des variations thermiques très importantes ;
- le sol : pour que la racine pivotante de la plante puisse se développer et capter l'humidité du sol, il faut que ce dernier soit profond. Le *Jojoba* aime les sols granitiques avec un bon drainage et une aération importante ;
- l'eau : de manière générale, la production est améliorée quand les années sont pluvieuses. Les jeunes plants nécessitent une irrigation continue ;
- le vent : est essentiel puisque la fécondation est anémophile (transport des grains de pollen par le vent).

Le *Jojoba* se développe dans un climat méditerranéen ou tropical. Sa répartition géographique potentielle est donc vaste. Les cultures les plus importantes se situent en Israël, en Australie et au sud des États-Unis.

Il est possible de réaliser des plantations de *Jojoba* grâce à trois techniques qui sont le semis, le bouturage et la culture de tissu.

Pour un rendement maximum : La proportion optimale est de 75 à 80 pour cent de pieds femelles et de 20 à 25 pour cent de pieds mâles pour une densité de 2 200 à 2 800 pieds à l'hectare. L'espacement entre les rangs doit être de plusieurs mètres de façon à ce que chaque plante bénéficie d'une quantité de lumière maximum non limitée par l'ombre occasionnée par le plant voisin. Le *Jojoba* est fort résistant aux maladies et aux insectes mais il existe toutefois des microorganismes dévastateurs pour les cultures de *Jojoba*, tels que le *Phymatotrichum omnivorum* aux États-Unis et l'*Heliotis punctigera* en Australie.

La récolte, qu'elle soit manuelle ou mécanisée, doit se faire quand les graines sont presque mures (même contenu en cire et en protéines) soit environ cinq mois après la floraison. L'huile de *Jojoba* a des applications au niveau thérapeutique et cosmétique :

- Usages pharmaceutiques : elle présente un intérêt par rapport aux antibiotiques. En effet, il a été démontré que des particules d'huile de *Jojoba* pouvaient micro-encapsuler la pénicilline ce qui permet l'administration orale de cet antibiotique. De plus, cette huile inhibe l'activité du bacille responsable de la tuberculose. Enfin, elle présente les propriétés d'un excellent antimousse. Elle est donc utilisée dans les milieux de fermentation pour la préparation des pénicillines ou des céphalosporines.
- Usages cosmétiques : l'huile de *Jojoba* traite efficacement l'hypersécrétion séborrhéique et les pellicules. De plus, son application sur des lésions acnéiques régularise la sécrétion de sébum et tend ainsi à combattre l'acné. Elle révèle aussi une action hydratante et adoucissante. Et enfin, elle est utilisée comme anti-oxydant pour protéger les formulations cosmétiques.
- Combustibles des véhicules diesels : la recherche des sources d'énergie renouvelable a poussé les ingénieurs à examiner de près l'huile de *Jojoba*. Ils ont donc conclu que l'huile de *Jojoba* est un carburant potentiel pour les véhicules diesels, parce qu'utilisée pour faire tourner un moteur, elle libère plus d'énergie et est chimiquement stable aux hautes températures et pressions que les anciens carburants, sa combustion prend légèrement du temps pour atteindre la pression maximale dans le moteur, faisant de sorte que le moteur tourne silencieusement. Le carburant de *Jojoba* contient moins de carbone que le diesel, l'émission de monoxyde et du dioxyde de carbone, du soufre est moindre ; à la différence du diesel, l'huile de *Jojoba* ne contient aucun soufre, l'émission est exempte d'oxydes nocifs de soufre, mais le moteur est moins exposé à l'attaque de l'acide sulfurique qui est corrosif, augmentant ainsi la durée de vie du moteur ; l'huile de *Jojoba* a également un point d'inflammabilité plus élevé que le diesel, montrant que son transport et son entreposage présentent moins de risques.
- Huile de moteur ou mélange de peinture: l'huile de *Jojoba* peut aussi être utilisée comme huile de transmission et d'engrenage différentiel. Elle a une grande capacité à résister aux températures élevées et à faire tourner les moteurs à grandes vitesses. Même les armes peuvent être lubrifiées avec l'huile de *Jojoba*.

Pour fabriquer le carburant diesel avec les noix de *Jojoba*, il faudrait produire une grande quantité de noix, d'où la culture du *Jojoba* présente un grand défi pour l'agriculture ; sa culture nécessite un lourd investissement pour le secteur privé que pour l'administration publique. Le *Jojoba* futur remplaçant du diesel et favorable à être développé dans des climats chauds, des sols salés ou dans le

désert, est cultivé actuellement par les fermiers arabes d'Égypte spécifiquement pour la production de carburant.

L'ONUDI estimait, en 1995, la demande annuelle potentielle à 65 000 tonnes mais la production reste très faible (quelques centaines de tonnes) et ne progresse pas. L'avenir de ce produit, certes remarquable mais trop cher, est lié à l'augmentation de l'offre et à la baisse concomitante du prix. Faute de quoi l'utilisation de l'huile de *Jojoba* restera limitée à des produits de luxe ou des produits stratégiques.

Promotion du ricin

Le ricin est une plante originaire du nord-est de l'Afrique et du Moyen-Orient. C'est au XVI^e siècle que Stillmark découvre que les graines de ricin contiennent une protéine toxique : la ricine. Il en découvrira plus tard son processus d'action. L'huile de ricin est depuis longtemps utilisée en cosmétologie, elle est aussi utilisée comme lubrifiant pour moteur du fait que sa viscosité ne varie pas entre les différentes températures. L'huile de ricin intervient également dans la fabrication d'élastomères de nylon et de fibres comme le rilsan. Les Égyptiens le cultivaient et l'utilisaient au moins pour s'éclairer, il y a 6 000 ans. Il a été répandu, il y a très longtemps vers l'Inde et la Chine et au 16^e siècle en Amérique.

L'huile est constituée majoritairement de triacylglycérol dont l'acide gras en C18 (insaturé et hydroxylé) : l'acide ricinoléique. C'est un purgatif drastique longtemps utilisé comme laxatif, mais c'est surtout une huile industrielle : lubrifiant des moteurs tournant à très haut régime, matière première dans l'industrie des polymères (RILSAN) et source d'acide undécylénique (substance antifongique et industrielle).

Cette plante robuste s'est acclimatée dans les régions tropicales et subtropicales du monde entier. Elle pousse à l'état sauvage en Centrafrique. Les feuilles renferment un alcaloïde la ricinine qui peut provoquer une intoxication du bétail. Les graines sont riches en huile et en protéines : 40 à 60 pour cent d'huile, 15 à 20 pour cent des protéines et contiennent une toxalbumine très dangereuse : la ricine.

Beaucoup de populations préparent encore une huile domestique : les graines sont pilées et cette pâte plus ou moins homogène est chauffée et placée sur un tamis qui permet à l'huile de s'égoutter.

Les feuilles de ricin s'utilisent traditionnellement en emplâtre contre les douleurs rhumatismales et en « lavage externe », chez les indiens palikours de Guyane, pour se remettre « en forme » après un accès fébrile prolongé; en usage interne, l'effet laxatif est atteint avec une cuillerée à café, l'effet purgatif drastique avec une à deux cuillerées à soupe, mais cet usage n'est pas à conseiller.

Le caractère glycoprotéique de la toxine et ses capacités de poison cellulaire ont permis d'envisager son utilisation couplée à des anticorps monoclonaux pour créer ainsi une immunotoxine dirigée spécifiquement sur un antigène. Cette

torpille biologique permettrait d'atteindre les cellules cancéreuses métastasées ou de pénétrer l'intérieur des tumeurs solides inopérables. Des protocoles thérapeutiques complexes associant cette immunotoxine (de ricine) avec des médicaments cytostatiques ou des radio-isotopes sont envisagés.

Actuellement, Il est cultivé en Asie, au Brésil, dans la CEI, au Mexique et aux États-Unis, principalement pour son huile issue des graines. Cette huile a longtemps été utilisée en pharmacopée pour ses propriétés purgatives. Elle contient une protéine unique : l'acide ricinoléique. Les usages industriels dominent aujourd'hui : fabrication de lubrifiants, plastiques, peintures et teintures. Ses caractéristiques en font un excellent lubrifiant pour les armes et dans l'aviation: résistance à la chaleur, point de congélation bas, viscosité élevée et constante quelle que soit la température, faible solubilité dans l'essence.

La demande européenne d'huile de ricin est de l'ordre de 100 000 t par an. Et que les États-Unis sont le premier pays importateur et consommateur d'huile de ricin. Ils importent entre 40 000 et 45 000 t d'huile de ricin et de ses dérivés chaque année. Du fait d'une demande limitée, la production est régie par des contrats entre agriculteurs et industriels. Cette huile est principalement utilisée comme lubrifiant pour les armes. D'où la nécessité pour la République Centrafricaine d'exploiter l'ouverture de cette fenêtre d'opportunité qui lui est offerte.

Promotion des épices et aromates

L'histoire des épices débute 4 000 ans avant notre ère sur la côte de Malabar au sud-ouest de l'Inde. Le premier homme à cueillir du poivre pour améliorer le goût de son riz fut le précurseur d'une course folle dans la recherche de nouvelles saveurs permettant d'agrémenter sa nourriture de base. L'Amérique Centrale et le nord de l'Amérique du Sud sont le berceau de plusieurs épices : la vanille, le piment mais aussi la tomate, les haricots, le tabac etc. Les grands découvreurs du XVe et du XVIe siècle ont favorisé l'apparition de nouvelles épices : Piment, vanille. Voici par exemple l'histoire du muscadier. Cet arbre fournit des fruits toute l'année, jusqu'à 2 000 graines par an et par arbre, et ce, sans soin particulier et pendant plus de 80 ans. Et pourtant la livre de macis se négociait à la fin du Moyen-Âge l'équivalent d'une demi-vache et de trois moutons. Durant tout le Moyen-Age les différents pouvoirs en place en Europe ont largement profité du négoce des épices pour lever de très lourdes taxes. Les épices, et le poivre en particulier, ont très souvent été utilisées comme monnaie à part entière.

Les sommes d'argent colossales que représentait le négoce de ces produits d'épicerie ont sans arrêt attisé les rivalités et la concurrence fut impitoyable entre les différentes puissances de l'époque : Les Anglais prendront pied aux Indes. Les Hollandais en Inde orientale (Indonésie). La France s'installera à Madagascar et à l'île Bourbon (île de la Réunion). Les Portugais, qui contrôlaient en 1524 : Java, Sumatra, Malacca et Madagascar se replieront plus tard vers l'Afrique et le Brésil. Les Espagnols, surtout présents en Amérique du Sud et

aux Philippines feront connaître au reste du monde : La vanille, le piment et la tomate. Pierre Poivre, un nom prédestiné, mettra 22 ans (de 1748 à 1770) pour briser le monopole sur les muscadiers et les girofliers. Ce monopole avait été mis en place par le Portugal, il fut maintenu ensuite par la Hollande. Aujourd'hui, c'est le Zanzibar (Tanzanie) qui est le premier producteur de clous de girofle.

La culture des épices et aromates (le clou de girofle, la vanille, le safran, la cardamome et les noix de muscade) à grande échelle en Centrafrique présente un intérêt non indéniable, parce que la République centrafricaine réunit toutes les conditions naturelles pour le développement de nouvelles filières porteuses de croissance, leur production constitue un important atout pour les opportunités d'exportation.

Le cumin noir

Le cumin est originaire du bassin méditerranéen dans la vallée du Nil ou de l'Asie mineure. Son utilisation en Égypte date, il y a au moins cinq mille ans. Chez les Égyptiens, le cumin avait des vertus médicinales. De plus, les tombeaux pharaoniques étaient parsemés de graines de cumin par les membres des familles pharaoniques. Les hébreux ont même utilisé cette graine comme moyen de dîme dans les églises. D'après d'anciens écrits tels la Bible, le cumin servait de monnaie d'échange pour payer des dettes. Au Moyen Âge, les serfs l'utilisaient comme monnaie d'échange pour s'affranchir. En ce temps-là, le met au cumin principal était le poisson.

L'Huile de cumin noir était déjà connue comme un remède précieux. Les pharaons étaient soignés par leurs médecins personnels pour les maladies les plus variées avec l'Huile de cumin noir. Lors de l'ouverture du tombeau du Pharaon Toutankhamon, des archéologues trouvèrent une fiole d'Huile de cumin noir, qui devait sans doute adoucir les souffrances dans l'au-delà. Des mémoires nous apprennent que l'Huile de cumin noir a exercé ses vertus bienfaitrices sur Cléopâtre et Néfertiti. Dans le livre de la guérison de l'âme, un ouvrage écrit au 10^e siècle par le médecin et philosophe Ibn Sina, l'Huile de cumin noir est sans cesse mentionnée comme remède naturel à cause de son rayon d'action varié. Le prophète de l'Islam Mahomet (570-632 après J. C.) immortalisa l'Huile de cumin noir dans son célèbre livre « Hadith » avec les mots : « l'Huile de cumin noir guérit toutes les maladies sauf la mort ».

Il est privilégié dans la fabrication de nombreuses médications. Les vertus de cette huile sont innombrables, en agissant sur le système de défense de l'organisme, elle aide à renforcer le système immunitaire qui permet de combattre les allergies, l'asthme, l'eczéma, le psoriasis, les rhumatismes, le rhume des foins. L'une des propriétés essentielles de l'Huile de cumin noir est l'apport en acides gras insaturés qui jouent un rôle essentiel dans le métabolisme. Ces acides gras insaturés ont une action bénéfique sur le taux de cholestérol, l'hypertension, les

inflammations, le diabète. L'huile de cumin noir a également une action bénéfique sur la candidose (*candida albicans*) et autres affections mycosiques.

Programmer le processus de développement

« La tâche fondamentale de la programmation du développement consiste à libérer les énergies de la population, afin qu'elle puisse faire ce qui doit être fait pour relever le taux de croissance économique ». ⁴ Parce que selon Winston Churchill, cité par W. Rostow (1981), « les détenteurs d'un corps théorique déterminé et de convictions profondément enracinées sur lui seront dans une bien meilleure position pour faire face aux changements et aux surprises des affaires quotidiennes que ceux qui se contentent de brefs aperçus et qui suivent leurs impulsions naturelles qui naissent de leurs lectures quotidiennes ». Ainsi avec un véritable effort de cohérence et de programmation, ⁵ on peut :

- procéder au rééquilibrage du territoire, c'est-à-dire, tirer le meilleur parti possible des synergies de l'offre et de la demande rurale, de l'offre et de la demande urbaine en favorisant les interactions complexes car la stagnation agricole entrave la croissance, elle empêche l'amélioration du niveau de vie des habitants en restreignant leur pouvoir d'achat et restreint également les possibilités d'industrialisation ;
- réduire les disparités villes-campagnes : le revenu des agriculteurs ne croit que si leur productivité et leurs rendements augmentent. Or cet accroissement résulte d'une expansion de la demande. C'est le développement des villes qui assure progressivement l'essor de la demande des produits alimentaires, laquelle à son tour permet aux agriculteurs d'acheter des produits manufacturés. La croissance de la productivité et des rendements a pour effet de réduire progressivement les prix des denrées alimentaires. le revenu réel des urbains augmente et ainsi que leur demande. Le taux d'échange villes-campagnes se dégrade au détriment des agriculteurs suite à une baisse des prix des denrées alimentaires. Mais le revenu réel des agriculteurs continue d'augmenter si la croissance des quantités produites et vendues fait compenser la baisse des prix des produits agricoles, d'où le développement des villes est une condition nécessaire de celui des campagnes ;
- favoriser des procédés technologiques ou institutionnels ;
- provoquer de nouvelles synergies entre les filières de l'économie informelle et celles de l'économie moderne.

L'économie centrafricaine est mal intégrée et le pays a devant lui un important travail de programmation, d'aménagement du territoire et d'études de marché pour l'exportation, que de petites équipes de planificateurs ⁶ entreprenants, réalistes et compétents pourraient mener à bien. L'idéal serait que ces équipes soient

suffisamment autonomes et en prise avec des médias indépendants pour que les stratégies et les scénarii examinés fassent l'objet de débats publics. Cette équipe aura pour mission :

- de constituer des bases de données et de se relier sur Internet aux centres de recherche qui dans le monde, capitalisent de l'information sur le pays, la sous-région et le reste du monde ;
- de comprendre l'emboîtement complexe de la société, de l'économie centrafricaine et sous régionale ;
- d'examiner d'un œil critique ce qui se fait ailleurs , de scruter les nouveaux horizons de débouchés pour les exportations ;
- d'identifier les secteurs porteurs de l'avenir, ceux qui développent le maximum de synergie entre le marché intérieur et les exportations ;
- favoriser la constitution de quelques groupes puissants de paysans et d'acteurs du secteur informel de production.

Réorienter l'aide au développement

Face aux exigences actuelles de réduction du déficit budgétaire et de l'amélioration des grandeurs macroéconomiques, une nouvelle politique de l'aide à laquelle l'apport des bailleurs de fonds est nécessaire. L'exigence de l'efficacité⁷ de l'aide, obligerait à centrer celle-ci sur le marché intérieur sans négliger les exportations.

Le financement de la relance du marché intérieur devrait être une priorité pour les donateurs à condition que la relance s'inscrit dans une stratégie économique d'ensemble. C'est dans cette stratégie que l'aide pourrait trouver son efficacité, elle pourrait aider à financer les économies informelles de production, appuyer des recherches de valorisation des ressources locales, la formation à la réflexion des petits entrepreneurs individuels. L'aide doit être concentrée dans les secteurs et les activités (en incluant l'offre des biens et services de base) où les efforts suscitent le maximum d'externalités cumulatives.

L'aide a un sens parce que la pauvreté fait obstacle au jeu du marché. Mais les donateurs démultiplieraient l'efficacité de leur appui en facilitant une relance de la demande intérieure et la mise en œuvre d'une programmation stratégique. Ils pourront ainsi intervenir en amont des processus de production, soit dans le financement des secteurs sensibles soit dans la mise en œuvre d'organes de développement des zones rurales, de l'économie informelle de production, du secteur social et des exportations.

Les conditions de réussite de la politique d'ouverture à l'extérieur

La République centrafricaine, pays plus démunie et pays pauvre très endetté, sa seule solution pour maintenir une croissance longue, sans heurt social, est de faire de son marché intérieur, du marché sous-régional et régional, le point

d'appui qui permet à tous les acteurs, les pauvres ou non, d'améliorer leur niveau de vie, d'accéder aux biens et services de base. L'objectif est de mieux intégrer les divers secteurs, l'espace géographique, social et économique. C'est en apprenant sur le marché intérieur que les unités de production seront en mesure de produire pour l'exportation et c'est ainsi que les exportations auront un effet d'entraînement sur le reste de l'économie.

La fameuse stratégie en V du Japon à l'époque de la construction et de l'intégration de son économie en est une illustration, c'est-à-dire en premier lieu on importe, puis on produit localement et on exporte en dernier lieu.

La relance ne peut avoir de sens que si elle conduit à une économie soutenable à plus long terme, non structurellement déficitaire du point de vue de l'emploi, des comptes extérieurs et des ressources naturelles non renouvelables.

La stratégie qui conduit à une économie soutenable doit s'appuyer sur la relance de l'économie par un accroissement de la productivité, des rendements dans les petites entreprises individuelles ou familiales, dans l'agriculture par des investissements dans les moyens de communication ainsi que dans la recherche des solutions alternatives.

Des taux de croissance plus élevés et une stratégie de développement intelligente devraient permettre de réduire progressivement les déficits, mais surtout de susciter la croissance de la productivité et du rendement. Les articulations de cette stratégie peuvent se présenter comme suit :

- l'existence d'un moteur initial, un accroissement de l'offre agricole par une agriculture intensive en travail et en intrants, capable de faire jouer de bonnes synergies ;
- l'offre excédentaire agricole cherchera des débouchés par les exportations ;
- l'effort systématique des investissements en infrastructures, information, communication, appui suffisant en organisation, formation et auto-formation, peut relancer l'économie suite à un assouplissement du remboursement de la dette ou de son annulation (permettant de desserrer l'étau budgétaire) ;
- l'augmentation de la production locale suite à ces investissements devrait favoriser la croissance de la productivité des petites entreprises individuelles rurales et urbaines ;
- l'expansion des revenus agricoles induit par la croissance de la demande, suscite en retour une demande accrue de biens et services en ville et à la campagne : les services de proximité stimulent dans les zones rurales et urbaines la petite production artisanale et semi-industrielle des villes et des campagnes ;
- l'expansion des exportations suite à une offre excédentaire permettant la remontée vers l'amont du processus de production, consolide le processus du développement et d'une croissance longue ;

- le renforcement et l'adaptation des institutions formelles et informelles de crédit afin d'augmenter la production et la productivité des agents du secteur informel de création et du secteur agricole ;
- l'affectation de l'aide au développement aux petits producteurs informels et agricoles.

Cette stratégie de développement pour pouvoir réussir, devra être couplée ou jumelée à une réorientation volontariste des actions des gouvernants dans trois directions, conditions sine qua non de l'augmentation de l'offre effective :

L'État assureur-aplanisseur

En réalité, c'est l'État qui détient les clés de la compétitivité des entreprises et des gouvernés, pour cela, il doit favoriser en premier lieu l'action des agents économiques, principalement celle des entreprises en créant un environnement légal, fiscal et normatif adapté à l'épanouissement de celles-ci ; en second lieu, l'État doit favoriser la constitution d'espaces économiques régionaux afin d'obtenir un meilleur environnement de croissance, il doit contribuer également à la création des fonds de garantie.

L'État courtier

Une des conditions de réussite de l'ouverture à l'extérieur, est que l'État doit s'investir dans la conquête des marchés extérieurs pour ses agents économiques et ses entreprises. Pour ce faire, il doit lier désormais l'évolution de la carrière des diplomates à leurs performances économiques, cet investissement au profit des exportations doit s'accompagner d'une réorientation des services des ambassades au profit de l'information ou du renseignement économique.

L'État maître des horloges

Le principal rôle de l'État est que celui-ci doit se vouer à créer un environnement national compétitif : c'est-à-dire qu'il doit concevoir, développer un système d'éducation, de recherche et de technologie, de prévision performant ; qui seul représente le gage d'une compétitivité accrue des entreprises vers l'extérieur et d'emplois à haute valeur ajoutée. Parce que, selon Jean François Daguzan (1999), seuls les entreprises et les États qui seront les plus à même de supporter et de vaincre dans la compétition économique mondiale, seront ceux qui disposeront et offriront les meilleures conditions de travail et d'épanouissement, non pas en terme de bas salaires mais de production d'intelligence, d'imagination et d'anticipation.⁸ La base de succès est alors assurée, d'une part, par un système maillé d'infrastructures de communication et de télécommunication, et, d'autre part, par un système performant de formation et recherche. Ce sont ces deux

éléments qui conditionneront à la fois l'accès à la production effective et au marché, et à l'excellence dans la production et dans l'innovation.

L'État devra jouer également un rôle très important dans le renseignement économique et la prospective, parce qu'il doit assurer aux entreprises les instruments de leur futur développement en dégagant les meilleures options commerciales et technologiques, en favorisant la concentration de la recherche de base, en organisant un système exceptionnel de veille technologique, en travaillant avec les entreprises sur les normes et les standards, et en contribuant à la pénétration des entreprises sur les marchés extérieurs par le biais d'une diplomatie économique. Pour Philippe Caduc, l'intelligence économique et la prospective est qu'un État doit être « anticipateur, pourvoyeur et accompagnateur ».

En définitive, l'un des éléments discriminant en matière de compétitivité économique où l'État a un impact décisif est « la constitution, le maintien et le développement d'une base scientifique et technique » ; puisque l'entreprise puise sa capacité de croissance dans le tissu d'hommes produits par la société dans laquelle elle évolue, et dans les connaissances de base produites par le système de recherche (Paul Krugman 1990), ce que Jean-Baptiste Say (1828-1829) illustre par un gouvernement promoteur des lumières et organisateur de l'harmonie des intérêts.

Notes

1. Watkins, M. H., 1963, « A Staple Theory of Economic Growth », *Canadian Journal of Economic and Political Science*.
2. La France affecte 75 pour cent de sa production à la demande intérieure et 25 pour cent à l'exportation en 1998 ; *Jeune Afrique Hebdomadaire*, décembre 1999.
3. Georges Pupion, Gabriel Poulalion, 1990, *Macroéconomie : fondements et formalisation*, Paris : Vuibert.
4. Lewis, W. Arthur, 1979, *Développement économique et planification*, Paris : Payot.
5. Pour Eugène Black : « Entre les idéalistes, qui sont plus intéressés par le fait d'imposer des solutions que par le fait de faciliter des choix, et les cyniques qui mettent en doute la planification, dans toutes ses acceptions, il existe, je crois, une définition rationnelle de ce concept, que l'on devrait approfondir. La planification, simplement définie, devrait être une instance où le dirigeant politique prend conscience des conséquences de ses décisions avant de les adopter, et non après. Si l'on pousse cette définition plus avant, elle devrait constituer le moyen de maintenir ouvertes les lignes de communication entre ceux qui prennent les décisions, ceux qui les éclairent, et ceux qui les exécutent.

Quelles que soient les formes qu'adoptera la planification, si elle ne garde pas ces lignes de communication ouvertes, ce sera la pagaille ».

6. La République centrafricaine aurait tiré parti de la dévaluation du franc CFA si elle avait pu bénéficier de modèles de simulation capable d'indiquer des politiques les plus appropriées à cette situation.
7. L'importance de l'aide réside aussi dans les apprentissages patients de nouveaux savoir-faire, des idées neuves, des changements de perspective, de la maturation des esprits et les externalités positives qui en découlent.
8. Jean-Baptiste Say (1803, 1817, 1828-1829) affirme que : « ce n'est pas que les particuliers ne soient intéressés au maintien et au progrès comme les autres ; mais ils n'y sont pas aussi directement intéressés ; le déclin qu'ils éprouvent ne les expose pas à une perte immédiate, et un grand empire pourraient rétrograder jusqu'aux confins de la barbarie et du dénuement avant que les particuliers se fussent aperçus de la cause qui les y pousse ... On conçoit alors qu'ils convient à une nation de faire des sacrifices en faveur de l'instruction de ses membres, et comme le gouvernement est chargé des intérêts de la communauté, on conçoit qu'il doit consacrer à l'instruction une partie des dépenses publiques ».

